

Pas de politique sans alternatives

Discussion entre Jean-Philippe Domecq
et Bernard Manin¹

Bernard Manin : Il y a aujourd'hui, me semble-t-il, une sorte d'hésitation dans le débat public français. Chacun perçoit que la politique s'est à la fois pacifiée et relativement banalisée par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays occidentaux. La politique française a perdu ce caractère d'affrontement massif et total qui a été son lot pendant longtemps. Certains voient cette fin de l'exception française avec faveur. Parallèlement, nombre de commentateurs dénoncent la faiblesse du discours politique. Une partie de la classe politique elle-même déplore l'absence de « grand dessein ». Le style de gouvernement adopté par Michel Rocard fait, à cet égard, figure d'accusé. Une partie des observateurs et des élites médiatiques paraît relativement déçue par le mélange de gestion soigneuse et d'économie de paroles qui caractérise la méthode Rocard. Il faudrait du reste se demander si cette déception est réellement partagée par l'opinion au sens large ou si elle n'affecte pas avant tout le monde des commentateurs et des essayistes. La réponse à cette question n'est en fait nullement évidente. Quoi qu'il en soit, l'idée se répand aujourd'hui, parmi les commentateurs du moins, que la politique française serait essoufflée et léthargique.

Pour sortir de ce qu'ils considèrent comme une désolante apathie, certains, tel Régis Debray, proposent un nouvel éloge du militant passionnément dévoué à une cause et tentent de ressusciter les affrontements absolus. Comment vous situez-vous par rapport à des tentatives

1. Jean-Philippe Domecq, auteur de *Robespierre, derniers temps*, Seuil, 1984 ; *Sirènes, sirènes*, Seuil, 1985 ; *Une affaire de présence*, Castor astral, 1984. Bernard Manin, chercheur en science politique, coordinateur du numéro spécial « La France en politique, 1988 », *Esprit*, mars-avril 1988.

Pas de politique sans alternatives

de ce type ? Lorsque vous défendez la passion du politique ¹, entendez-vous aussi réhabiliter la politique passionnelle ?

Éviter les faux dilemmes

Jean-Philippe Domecq : Il faudrait beaucoup de hâte médiatique pour voir quoi que ce soit de commun entre mon propos, dans le livre auquel vous faites allusion, et les leçons de morale politique façon Régis Debray ou autres vœux pieux sur le « retour du politique ». Leur ton est purement réactif, invocatoire : il vise à réactiver des attitudes et rhéoriques passéistes, sans dire un mot précis de ce qu'elles pourraient véhiculer pour la situation présente et future.

Reste cet intitulé : « la passion du politique ». Comme un rappel. Parce que ces mots véhiculent quelque chose de l'ancienne et inévitable interrogation sur le sens, les sens de l'Histoire ; et donc sur cette gestion de l'Histoire qu'on appelle la politique. Rappeler que cette interrogation est inévitable ne va évidemment pas sans quelques difficultés à se faire comprendre, aujourd'hui que le discours dominant est à la joyeuse « fin du politique ». On a l'air de poser une question déplacée, de prendre au sérieux une question d'un autre âge. Tant pis, tant pis si les faux débats du jour se complaisent dans le confortable dilemme du courant et contre-courant, entre « fin » et « retour du politique ».

Le courant dominant, Michel Rocard l'a réactualisé en pratiquant la politique comme si elle ne pouvait désormais agir sur la société qu'à la marge. N'est-ce pas plutôt une certaine conception de la politique – telle d'ailleurs que l'entendent les nostalgiques du « retour à la politique » – qui est condamnée à la marge ? Les problèmes politiques qui vraiment se posent ne le sont ni par les hommes politiques, ni par les journalistes, ni évidemment par les « intellectuels ». Les uns et les autres en ressentent d'ailleurs quelques frustrations. D'où, par exemple, le repli des commentateurs journalistiques de gauche qui, avec cette allégresse qui caractérise les assauts de la frustration, oublièrent toute mise en perspective des discours et des actes, sous prétexte qu'il n'y avait plus de projet politique à en attendre, et ne virent bientôt plus que de la stratégie partout. Il faut dire que, pendant ces années, avec un homme politique comme François Mitterrand, on était servi en fait de stratégie – et de tactique plus encore. Il est vrai également que, du côté de la réflexion sur les stratégies et de la prise de conscience que gouverner est un art, les gens de gauche étaient en manque et naïveté. C'était pour eux un nouveau terrain, tant la pensée dite de gauche avait laissé en jachère le terrain des stra-

1. Cf. Jean-Philippe Domecq, *La passion du politique*, Seuil, coll. « Fiction & Cie », 1989.

Pas de politique sans alternatives

tégies de gouvernement des hommes. Pour avoir privilégié l'administration des biens, sans doute. Mais aussi en raison d'une sorte de pudibonderie morale à l'endroit du pouvoir – mot longtemps « diabolique », diabolisé en tout cas comme jamais dans le discours avant-gardiste des années 60. Le pouvoir ! Ils en avaient les mains sales avant d'y avoir touché...

Prenons un autre exemple de fausse rhétorique à la mode, un exemple de question politique mal posée : y a-t-il, doit-il y avoir un « grand dessein » ? Comme si le mot devait précéder la chose, comme si la formule devait engendrer le projet. On est en pleine invocation là encore. En pleine impuissance et magie – magie médiatique au temps des *petites phrases*, s'entend. Observons que celui qui reproche à Rocard de n'avoir pas de « grand dessein » n'en a évidemment pas plus. Et on l'a vu à l'œuvre quand il était lui-même Premier ministre. On voit aussi que la différence entre les deux, Fabius et Rocard, une fois au pouvoir, est minime, et moins que minime : infinitésimale. L'un faisait plus confiance à la télé que l'autre, quoi ! Enfin, souvenons-nous que *Le grand dessein* c'est le titre d'un roman de John Dos Passos qui décrivait la fièvre des conseillers présidentiels autour de Roosevelt au moment où celui-ci envisagea sa seconde candidature à la Maison blanche. Depuis, les perspectives politiques ont quelque peu changé... et avec elles les pratiques et rhétoriques. Alors, parler aujourd'hui de « grand dessein », pourquoi pas un *New deal*...

Et du côté de l'opinion, y a-t-il « fin » ou « retour » ou « passion » du politique ? Les commentateurs sont apparemment fondés à parler de « fin du politique », au vu de l'abstentionnisme électoral qui commence à apparaître en France et qui a depuis longtemps gagné la démocratie américaine. Diagnostic de nos commentateurs : les Français se désintéressent de la politique. Pendant ce temps, il suffit d'un peu d'attention, aussi bien dans les transports publics que dans les réunions privées, pour constater que la politique vient vite à la bouche, que les jugements politiques sont dans tous les regards.

En réalité, ce n'est pas les Français qui se désintéressent de la politique, ce sont les hommes politiques : ils ne posent pas les problèmes politiques là où tout un chacun sait qu'ils se posent quotidiennement : dans la vie économique.

B. Manin : L'idée que l'action politique ne puisse se situer qu'à la marge relève, selon vous, d'une fausse conception de la politique. Entendez-vous que, dans une conception vraie, l'action politique puisse faire beaucoup plus qu'infléchir marginalement le cours des choses ? Je vois, pour ma part, dans cette idée d'une action marginale un rejet justifié de la politique conçue comme action sur une table rase. Comme vous critiquez également la politique de la table rase, que reste-t-il ?

Pas de politique sans alternatives

J.-Ph. Domecq : Justement, l'idée d'une action politique réduite à la marge est le répondant de l'ancienne croyance selon laquelle la politique pouvait agir au cœur de la vie sociale. Alors que l'action a changé de mode : elle passe par une mise en circulation de représentations, plus que par décrets et programme. Et elle a changé d'intervention : elle doit trouver les points névralgiques de la société, et agir sur ces multiples points à la manière d'une acupuncture. Est-ce là une marge ?

B. Manin : La formule d'action à la marge ne véhicule-t-elle pas avant tout l'idée qu'il n'est pas possible de tout changer ? En dépit de son caractère un peu simpliste, elle présente peut-être quelque utilité.

J.-Ph. Domecq : Si c'est une formule rhétorique destinée à nous débarrasser d'une croyance, elle est utile. Mais elle s'accompagne de propos pour le moins troublants, qui semblent bien dire que nous serions dans des sociétés désormais apolitiques. Le même qui parle de politique réduite à la marge, a déclaré, avant des élections législatives, que deux sujets avaient fondé le clivage droite/gauche : l'Église et l'argent. Que l'Église ne faisait plus clivage. Bien. Et que pour l'argent aussi, la question était réglée. Alors là, où sommes-nous, et pourquoi donc irions-nous voter ? Quelle inconscience de la part d'un homme politique ! Peut-on mieux dire aux gens qu'on ne voit pas, mais absolument pas, où se posent réellement les questions politiques d'aujourd'hui et de demain ? Si, disant cela, Rocard a voulu dire que la gauche avait assimilé l'impératif du profit, d'accord. Et encore... Qui a jamais nié, depuis la Révolution industrielle, et chaque jour quant à soi, qui a jamais nié, à gauche comme à droite, que le profit par rapport à la production était la structure de base ? Et que, parlant de profit en général, on n'a toujours rien dit de précis sur les profits, leurs modes, répartitions, motivations, contraintes et transformations. C'est là qu'il y a des choix à penser, à opérer, là qu'il y a alternatives.

B. Manin : Il me semble que ces propos dressaient d'abord un constat : la gauche s'est réconciliée avec l'idée qu'il est absolument essentiel de produire de la richesse ; les questions de justice sociale ne peuvent dès lors être posées que sur le fond de cet impératif premier, même si cette dualité dans les objectifs crée des tensions. Quand vous dites que le rapport des individus et des collectivités à l'argent constitue un point de clivage politique, quelle est, selon vous, la position de gauche ?

J.-Ph. Domecq : Voyons d'abord en amont : l'intérêt pour la production, le capital travail, l'entreprise comme donnée commune, font tout de même partie de l'héritage socialiste et marxiste. Que les solutions

Pas de politique sans alternatives

globales des marxistes aient échoué précisément parce qu'elles étaient globales, l'affaire est entendue. Mais de là à repartir sur une distinction entre l'économique et le politique, c'est exactement s'interdire de poser les questions politiques là où elles se posent. L'entreprise : quelles entreprises ? Autre singulier qui brouille la vue : le profit. Quels profits ?

Pas de débat sans choix

B. Manin : Je voudrais circonscrire plus précisément notre débat. La passion du politique dont vous défendez la nécessité peut-elle se passer d'*alternatives* ?

J.-Ph. Domecq : Il n'y a pas de politique sans alternatives, il n'y a pas de débat sans choix. Pour autant, certains clivages hérités de l'histoire droite/gauche ne proposent pas d'autre alternative que rhétorique. Par exemple, celui qui réserve la motivation économique à la droite, et la protection sociale à la gauche. La motivation de l'esprit d'entreprise, le dynamisme économique, les logiques du profit sont au cœur du débat politique d'aujourd'hui, il ne sont pas plus réservés au champ clos de l'économie qu'au camp politique de la droite. La motivation à l'intérieur de l'entreprise ? S'il est entendu que l'entreprise doit dégager le maximum de profit, l'un des sûrs moyens d'y parvenir peut être de diffuser la motivation à *tous* les échelons de l'entreprise.

B. Manin : On peut sans doute être plus précis encore sur la notion d'alternative. Dire qu'il n'y a pas de politique démocratique sans débat fait aujourd'hui l'accord universel. Un moderne *Dictionnaire des idées reçues* comporterait sans doute un article ainsi libellé : « débat démocratique : être pour ». Les questions essentielles se posent, me semble-t-il, au-delà ; elles portent sur la manière de concevoir et de mener le débat démocratique. Il n'est pas rare, par exemple, de voir opposer l'exigence du débat démocratique et le tour spectaculaire que prend aujourd'hui l'affrontement politique. On oppose ainsi le règne de la « politique-spectacle », la prééminence de la « forme » sur le « fond », le jeu sur les « petites phrases » et les gestes symboliques au « véritable » débat démocratique dans lequel des protagonistes développeraient à loisir des arguments substantiels et détaillés, devant un auditoire de citoyens vertueux et bien informés, uniquement préoccupés de découvrir le bien public. Le problème ainsi posé, on déplore en général la dégénérescence du débat en spectacle. Une telle vision et les critiques qui en découlent me paraissent relever d'une conception erronée et fallacieuse du débat politique.

Le débat politique n'est ni un débat scientifique ni un débat d'ex-

perts. Il ne se déroule pas devant un auditoire déjà informé, spontanément préoccupé par la découverte du bien public. L'information politique est coûteuse (en temps tout particulièrement), les individus ne la recherchent pas spontanément car ils ont d'autres préoccupations plus pressantes que la participation à la vie de la cité. Cela entraîne deux conséquences. D'une part, l'attention des individus aux problèmes collectifs ne peut pas être tenue pour acquise, elle doit être *conquise*. A cet égard, la dimension spectaculaire a un effet bénéfique : elle attire l'attention et dirige le regard des individus vers la scène publique. D'autre part, les décisions collectives sont soumises à une contrainte de simplification et de schématisation. L'essentiel est que les citoyens soient confrontés à un choix, qu'ils aient à trancher en faveur d'un terme plutôt que d'un autre. Mais il n'y a de choix collectif que simplifié, global et relativement grossier. Je ne vois pas ce que l'on gagnerait à refuser cette contrainte de simplification. C'est pourquoi la notion d'alternative me paraît capitale. Et j'entends l'alternative en son sens le plus simple et le plus brutal : le choix entre A et B. La politique démocratique n'exige-t-elle pas que les décisions soient ramenées à des oppositions relativement nettes et tranchées pour que les citoyens puissent choisir en comprenant tout ce qu'il leur est possible de comprendre ?

J.-Ph. Domecq : Vous dites bel et bien que les citoyens doivent pouvoir voter dans la clarté. Le débat démocratique doit proposer le maximum de données pour que le choix électoral soit toujours plus clair. Ou, pour reprendre le vocabulaire fondateur des Lumières : il s'agit que le citoyen choisisse de manière toujours plus éclairée.

Croyez-vous que ce soit le cas avec les simplifications frontales qui font encore la rhétorique d'opposition entre droite et gauche telle qu'elle s'exprime trop souvent ? A l'une l'économie et à l'autre la politique, par exemple. Et est-ce le cas quand, pour en finir avec les simplifications abusives, on masque notre réalité politique et économique de chaque jour, en disant que « la question de l'argent est réglée » entre droite et gauche ? On s'expose alors à ne rien comprendre à ce qui concerne les gens et qui, à l'occasion, les agite. Exemple, l'automne social de 1988. Les commentateurs en ont gardé l'enchaînement de grèves : infirmières, postiers, employés des transports urbains. On a oublié la première grève : celle des journalistes de télévision, et parmi eux les premiers furent ceux de la chaîne de télévision qui venait d'embaucher une certaine présentatrice à un salaire qui fut su. Que Mitterrand ait vu dans ce salaire une « juste rémunération du talent », qu'il ait dit pareille chose... Grave erreur, à l'heure où la politique intervient essentiellement par les représentations qu'elle fait circuler. Le Président pouvait-il trouver plus démotivante représentation de notre travail ?

Pas de politique sans alternatives

S'il m'est signifié que tu gagnes quatre, six, dix fois plus que moi, pour que tu sois proportionnellement motivé, il m'est signifié du même coup que mon travail compte quatre, six, dix fois moins que le tien, ce qui d'autant me dé motive. Chacun vit chaque jour cette question de la motivation salariale. Elle est la traduction actuelle de la grande passion qui fait tourner nos sociétés : l'estimation réciproque des hommes. Le nerf en est désormais la motivation, qui a le mérite de montrer l'identité des investissements économiques et moraux. Voilà un sujet politique par excellence. Sur ce sujet capital, l'alternative gauche/droite ne peut être exclusive, sauf à laisser la réflexion sur la motivation économique à un seul camp : celui de la droite qui, par définition, mise sur les classes d'intérêts déjà dominantes et bloque les brassages sociaux susceptibles de faire circuler intérêts et motivations. Le clivage droite/gauche ne dit plus rien de pertinent s'il perpétue des clivages traditionnels de type : motivation économique/protection sociale.

Qu'est-ce qu'une alternative ?

B. Manin : Que voulez-vous dire lorsque vous affirmez que, dans le domaine de la politique économique, la modalité de l'alternative dans laquelle il faut choisir un terme plutôt qu'un autre n'a plus cours ? Par alternative, j'entends une situation où les individus se voient présenter au moins deux solutions entre lesquelles ils doivent choisir. Il me paraît inclus dans l'idée d'alternative que si l'on choisit un terme, on ne choisit pas l'autre. Si vous entendez autre chose par alternative, qu'entendez-vous exactement ?

J.-Ph. Domecq : Je veux seulement dire qu'une forme de confrontation est périmée, au sens d'une rhétorique d'alternative qui répartissait exclusivement les thèmes véhiculés par l'un et l'autre camps. Exemple : justice pour la gauche, profit pour la droite. Ou protection sociale pour la social-démocratie, motivation entrepreneuriale pour la droite libérale. Il n'est pas vrai que la droite en France n'ait rien fait en matière de justice et de protection sociales. Et il n'ait pas vrai que le socialisme ait négligé la dimension économique sous-jacente à la vie politique. Mais il est vrai qu'à colporter le profit dans une rhétorique d'opposition exclusive, la gauche a fait la triste économie d'une réflexion sur les profits, individuel et collectif, sur les ressorts du profit, sur ses motivations avant d'en envisager la répartition.

Exemple d'alternative qui n'est pas exclusive et qui n'en est pas moins nette : une politique de droite peut considérer qu'à trop vouloir diffuser la motivation, on finit par dé motiver les plus entrepreneurs. Une politique de gauche peut faire valoir qu'à trop concentrer la moti-

Pas de politique sans alternatives

vation sur certaines classes d'intérêts, on démotive les énergies potentielles qui sont diffuses à tous les échelons de la vie économique, elle peut faire valoir la vertu dynamique d'un brassage social des motivations. D'autant qu'il n'est pas dit – on pourrait démontrer le contraire historiquement – que les traditionnelles classes d'intérêts soient ou restent les plus dynamiques.

B. Manin : Je suis d'accord avec vous sur un point : les valeurs qui ont fait pendant longtemps le patrimoine de la droite ne lui appartiennent pas pour l'éternité, et de même pour les valeurs de la gauche. Néanmoins, si l'on doit aboutir à des alternatives, il faut bien qu'il reste encore, sur quelque thème qu'ils se fassent, des choix relativement cristallisés.

J.-Ph. Domecq : Et qui seront d'autant plus clairs qu'ils se feront sur les mêmes thèmes débattus.

A force d'avoir réparti les pôles rhétoriques de l'opposition politique, à force d'opposer l'économique et le politique, droite et gauche ne peuvent assumer ni l'un ni l'autre. D'où le faux diagnostic sur la « fin du politique ». La gauche ayant privilégié le politique sur l'économique, elle a mesuré son impuissance politique, et donc elle conclut que le politique ne peut intervenir qu'« à la marge ». « A la marge » ou au « cœur étatique », c'est le même axe, en symétrie inverse, c'est la même erreur d'optique, et c'est le dernier avatar de l'alternative exclusive.

La fin d'un cycle

B. Manin : Ne croyez-vous pas que la droite porte autant de responsabilité que la gauche dans cet état de fait ? Lorsqu'on déplore aujourd'hui l'absence d'alternative politique tranchée, l'usage est d'en imputer la responsabilité à la gauche. Renonçant à « rompre avec le capitalisme », découvrant les vertus du marché et réhabilitant l'entreprise, la gauche aurait, dit-on, détruit la possibilité même d'un choix entre termes significativement différents. On pourrait faire valoir que la droite, en ne défendant pas les vertus du marché et de l'enrichissement avec autant de vigueur que Mme Thatcher, par exemple, contribue tout autant que la gauche à l'absence d'alternative. Cette remarque ne vise pas à répartir équitablement les responsabilités, mais seulement à suggérer que la situation présente a des causes plus profondes que la seule évolution de la gauche.

La culture française semble ne connaître que deux modalités du rapport politique : l'affrontement absolu, dans le discours du moins, ou le consensus. Dans le conflit absolu, les adversaires sont en désac-

Pas de politique sans alternatives

cord sur tout, sur la substance de la politique à mener, sur la procédure et les formes permettant d'arriver à une décision, sur la façon de concevoir le monde environnant dans lequel l'action devra s'inscrire. Le conflit revêt alors des allures grandioses et tragiques. Une rhétorique enflammée se déploie de part et d'autre. Dans ce conflit aux accents religieux, chacun des camps considère la victoire de la politique adverse comme le triomphe du Mal lui-même. Lorsqu'en revanche les adversaires ne sont pas en désaccord sur tout, l'usage est de conclure qu'ils ne sont en désaccord sur rien. On considère les différences subsistant entre eux comme de pures nuances techniques. Et les divergences techniques sont à leur tour tenues pour négligeables, indignes de la « grande politique », incapables en tout cas de mobiliser les énergies. On appelle un tel état le consensus.

Manifestement, nous ne sommes plus aujourd'hui dans une période d'affrontement absolu. Les protagonistes sont d'accord sur les institutions, c'est-à-dire sur les procédures permettant de trancher les désaccords. Un tel accord sur les procédures clôt en vérité un cycle vieux de deux siècles. Les adversaires sont aussi d'accord sur la vision du monde environnant : la France est insérée dans le marché mondial et personne ne propose de rompre avec les contraintes qu'il implique. Nous n'avons, dans notre tradition politique, qu'un seul mot et un seul concept pour penser une telle situation : le consensus. Nous concluons donc que la situation présente est un état de consensus. Certains s'en réjouissent, ils y voient la preuve que la France rejoint enfin la voie commune. D'autres le déplorent, et tentent de ranimer, vaille que vaille, les grands conflits d'antan. Le débat public oscille ainsi une fois de plus entre le consensus et la rhétorique de la guerre civile.

En réalité, nous avons la plus grande difficulté à imaginer que puisse exister un état qui ne soit ni le désaccord absolu, ni l'absence de toute alternative. Cette difficulté a, me semble-t-il, deux causes essentielles, dans le domaine des croyances et des représentations du moins. Elle découle tout d'abord de ce que l'on pourrait appeler le rationalisme déductif français, c'est-à-dire de la croyance qu'à partir de contraintes données se déduit une, et une seule solution. Nous avons tendance à penser qu'à partir du moment où les protagonistes acceptent de raisonner sur la base des mêmes contraintes, ils doivent en fait s'accorder sur la solution, parce que celle-ci se déduit nécessairement du point de départ. Mais nous avons aussi tendance à croire que la seule cause qui vaille que l'on s'engage pour elle est celle du Bien affronté au Mal. Si l'on ne se mobilise que pour lutter contre le Mal absolu, on ne saurait s'engager dans un combat en acceptant à l'avance une procédure de règlement qui permet la victoire de l'autre cause. Et si, réciproquement, on accepte à l'avance une telle procédure, la mobilisation des énergies n'est plus vraiment possible parce qu'il ne s'agit pas d'un conflit du Bien contre le Mal. Le caractère

Pas de politique sans alternatives

propre de la culture politique française n'est pas tant dans la prédominance du conflit absolu que dans l'oscillation entre le déchirement et l'unanimité. Pour échapper à cette oscillation, nous devrions d'abord nous défaire de la double croyance à la solution unique et au conflit du Bien contre le Mal.

La divergence des politiques économiques

Un regard rétrospectif sur le passé récent montre combien cette double croyance est en fait peu fondée. On voit en effet maintenant, avec le bénéfice du recul, que les différents pays occidentaux ont réagi de manière divergente aux chocs et aux dérèglements des années 70. L'écart entre les politiques suivies et les résultats obtenus (en particulier concernant l'inflation et le chômage) s'est accru par rapport à ce qu'il était dans les années 60. La thèse d'une convergence des politiques économiques pouvait paraître plausible pendant les années de la croissance, la crise l'a infirmée¹. Certains pays sont parvenus à limiter à la fois le chômage et l'inflation, alors que d'autres ont d'abord connu et l'inflation et le chômage avant de finir par maîtriser l'inflation au prix d'un accroissement supplémentaire du chômage.

Les pays de la première catégorie se trouvent être ceux dans lesquels la hausse des salaires a été la plus modérée, une baisse des salaires réels intervenant même chez certains. La conjonction des deux données amène à conclure que s'est opérée dans ces pays une sorte d'échange implicite, les salariés consentant une modération de leurs revenus en échange d'une politique réussie de plein emploi. Parmi les nations ayant suivi une telle politique, on note la présence, à côté du Japon et de la Suisse, de pays gouvernés par des partis sociaux-démocrates, en particulier l'Autriche et la Suède. Cela donne à penser que, contrairement à ce qui avait été trop rapidement affirmé ici ou là, le principe social-démocrate du compromis n'a pas été périmé par la fin de la croissance. Le lien des partis sociaux-démocrates avec des mouvements syndicaux unifiés, fortement structurés et puissants leur a permis de mettre en œuvre une forme de compromis adaptée à la crise : la modération salariale en échange du plein emploi, la politique de l'emploi étant par ailleurs financée grâce à une lourde fiscalité.

D'autres pays au contraire, au premier rang desquels figure l'Angleterre thatchérienne (l'Italie se trouvant aussi dans le même cas), ont préféré laisser croître les salaires, l'ajustement se réalisant alors directement sur le marché du travail, avec comme corollaire une très sensible augmentation du chômage. La victoire des conservateurs anglais,

1. La divergence accrue des politiques économiques et sociales suivies dans les différents pays occidentaux après 1973 est remarquablement mise en lumière dans l'ouvrage collectif *Order and Conflict in Contemporary Capitalism*, J. Goldthorpe (éd.), Clarendon Press, Oxford, 1984.

Pas de politique sans alternatives

en 1979, sanctionnait du reste l'échec du compromis social-démocrate tenté par les travaillistes de 1974 à 1978. Il faut cependant noter que la politique thatchérienne a abouti, elle aussi, après une assez longue période d'ajustement, à une baisse du chômage. On peut donc dire, si l'on veut, qu'à *terme* les résultats ont de nouveau convergé. Il n'en reste pas moins que pendant plusieurs années, ils ont été significativement différents. Nul ne peut considérer la persistance d'un chômage très élevé pendant six ou sept ans comme un élément négligeable.

Il ne s'agit ici ni de vanter les mérites de la social-démocratie, ni d'en déplorer l'absence en France. Le parti socialiste a renoncé à la rupture avec le capitalisme, il a accepté toutes les implications de la démocratie libérale. Il n'est pas, pour autant, devenu social-démocrate et ne le deviendra probablement pas plus dans l'avenir. Il lui manque pour cela un lien avec un mouvement syndical puissant et structuré. Rien ne permet de penser qu'à l'horizon du prévisible cette donnée puisse se modifier. La France n'a pas connu de social-démocratie, elle n'en connaîtra sans doute jamais. Cela est entendu une fois pour toutes. En revanche, ce que montrent ces exemples, c'est que ni la crise, ni, plus généralement, l'insertion dans le marché mondial, n'ont impliqué une convergence des politiques économiques. La Suède et l'Autriche étaient soumises aux contraintes de l'économie internationale au même titre que l'Angleterre. Ces trois pays ont pourtant suivi des voies significativement différentes. Sous des contraintes données et acceptées, il y a en fait, la plupart du temps, plusieurs solutions possibles.

En outre, personne ne peut raisonnablement nier qu'au début des années 80, l'Angleterre d'un côté, la Suède ou l'Autriche de l'autre n'aient incarné deux types de choix collectif concernant la forme de l'existence commune. Il suffit d'évoquer les régions de la vieille Angleterre industrielle bouleversées par le chômage et la fermeture des usines pour comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une différence seulement sensible aux analystes et aux technocrates minutieux. Un tel choix met en jeu le rapport des individus avec la solidarité, avec le travail, avec l'argent, c'est-à-dire en définitive tout ce qui fait la substance de la vie sociale. Pour autant, la vie dans l'Angleterre thatchérienne des années 80 ne constituerait pas un enfer pour un bon social-démocrate (elle serait peut-être, il est vrai, perçue comme un purgatoire). Un conservateur anglais ne verrait pas, non plus, dans la fiscalité suédoise le mal absolu.

L'acceptation de contraintes données n'implique pas la disparition de toute alternative. Il existe des alternatives chargées de sens et de contenu qui ne se ramènent pas à l'opposition du Bien et du Mal. Des divergences significatives peuvent donc subsister entre des protagonistes qui raisonnent à partir des mêmes contraintes et reconnaissent à l'avance la légitimité de l'autre solution au cas où celle-ci l'emporte-

Pas de politique sans alternatives

rait. Ce sont là des propositions dont nous gagnerions à nous persuader, si nous voulons dépasser l'oscillation stérile entre l'exaltation du consensus et la rhétorique de guerre civile. Ces propositions constituent le fondement d'une culture politique pluraliste : il y a *plusieurs* solutions sous des contraintes données, et il y a *plusieurs* formes de l'acceptable. La culture politique française a sans doute beaucoup progressé ces dernières années, et la République est maintenant affermie, mais on serait tenté de dire, en modifiant l'apostrophe de Sade : Français, encore un effort pour être vraiment pluralistes.

Mais peut-être faut-il dire que le niveau où peuvent se présenter des alternatives n'est plus l'État-nation. Peut-être l'Europe est-elle aujourd'hui le lieu essentiel où peuvent apparaître des alternatives.

J.-Ph. Domecq : En effet, cela pourrait bien être un des paradoxes de l'ouverture du grand marché européen : on pense aux contraintes que cette ouverture européenne va multiplier, en même temps qu'elle va peut-être dégager des alternatives. Contraintes pour les nations, et alternatives pour les entreprises, peut-être. Par exemple : imaginons qu'une nation veuille mener une politique d'incitation fiscale en faveur d'entreprises qui observeraient une politique contractuelle basée sur une échelle salariale définie, un taux défini de participation du personnel dans la capitalisation, et une concertation approfondie autour d'objectifs d'entreprise dans le cadre des concertations trisannuelles prévues par les lois Auroux.

Pareille politique n'est envisagée aujourd'hui par aucune nation européenne, mais qu'en serait-il en 1993 dans le cadre du grand marché ? On pense *a priori* que ce serait encore moins envisageable. Les aides fiscales aux entreprises se paient par un alourdissement de la fiscalité des particuliers, pense-t-on : finie donc l'harmonisation fiscale qui semble impérative en vue de l'Europe ouverte ? Ce n'est pas sûr. La consommation pourrait bien compenser la contribution. D'abord parce que les entreprises en question pourraient offrir des prix plus bas à l'exportation ; donc meilleure pénétration des marchés, et en retour, gains pour le pays qui mène cette politique fiscale d'entreprise. Et n'oublions pas que l'exonération fiscale dont bénéficieraient ces entreprises à contrat-type ne peut être isolée de la politique de TVA, autre volet de la fameuse harmonisation. Il n'est pas dit que celle-ci soit si impérative ; au contraire, les possibilités d'action fiscale pourraient bien s'ouvrir avec le grand marché.